



Les doléances et les projets des Bretons du XXI^e siècle

Recueillis et analysés par les Bonnets rouges





Cahier de doléances. Participez efficacement à la nouvelle démocratie bretonne !

Les doléances collectées jusqu'à présent correspondent à 4 approches :

1. La description de problèmes bretons négligés ou mal gérés
2. Des revendications adressées à ceux qui nous administrent et à ceux qui nous gouvernent
3. Les pratiques responsables attendues pour déverrouiller la société bretonne
4. Des projets pour la Bretagne

Dans tous les cas...

Gardez à l'esprit que la Bretagne a un futur et que vous contribuez à construire ce futur.

Exposez des faits plutôt que des convictions. Donnez éventuellement les adresses internet des dossiers correspondant, plutôt que de vous étendre sur des descriptions

Évitez les dénonciations de masse : les salauds de patrons, les fainéants de fonctionnaires, les paysans tous pollueurs, les écologistes tous allumés, les Musulmans tous terroristes. La croyance en des culpabilités collectives bloque la résolution des problèmes et conduit au pire.

Détaillez et précisez les pratiques responsables que vous préconisez.

Exemple 1. Plutôt que « faire travailler les entreprises locales », proposer des pistes comme « Mettre en place le une information des entreprises locales lors d'appels d'offres publics lancés par les municipalités ».

Exemple 2 : Plutôt que « les élus doivent nous représenter », proposer des manières de régler ou de rendre visible les conflits entre leur statut de représentant du peuple et leur statut de représentant de l'état.

Proposez des solutions, même si elles sont utopiques dans le cadre actuel.

Il va de soi quand même que les solutions faisables dans le cadre actuel ont plus de chance d'être mises en œuvre.

Ne cherchez pas à exprimer une vérité, mais un bien pour la Bretagne. La Bretagne avance en tâtonnant et en expérimentant de nouvelles solutions. Les propositions que vous faites devront être expérimentées. C'est seulement ainsi que l'on saura si elles sont bonnes pour les Bretons. La conformité à une idéologie ou à une philosophie n'est pas notre problème.

Relativisez la légalité existante. Ce n'est pas parce qu'une norme ou une loi existe aujourd'hui qu'elle existera encore demain. Vous contribuez ainsi au « choc de simplification ».

RÊVE ET OSE !



Une expérience fondatrice

De décembre 2013 à mars 2014, les Bonnets rouges ont recueilli les doléances, les témoignages et les propositions des Bretons. Ce recueil s'est fait sur les marchés, par internet, par courrier. Plus de 14500 doléances ont été recueillies et analysées.



**ÉTATS GÉNÉRAUX DE BRETAGNE
BREUJOU BREIZH**

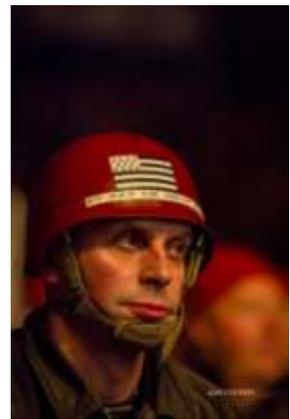


SAMEDI 8 MARS 2014
A PARTIR DE 11 H 30 (RESTAURATION SUR PLACE)

MORLAIX
PARC DES EXPOSITIONS DE LANGOLVAS

**REJOIGNEZ-NOUS POUR BÂTIR
LA BRETAGNE DE DEMAIN !**

Le 8 mars 2014 se sont ouverts les Etats Généraux de la Bretagne, à Morlaix. Les comités locaux, représentés par 5000 Bonnets Rouges, valident dans l'enthousiasme les 11 points revendicatifs.



(Photos : Gaël Cloarec)

Les doléances des Bretons en 11 points

1 – Maintenir la gratuité des routes en Bretagne et supprimer définitivement l'écotaxe

NON A L'ECO TAXE -
PENSONS à notre industrie

A enep en eco taxe

Protéger les terres agricoles en taxant les maisons secondaires. Non à l'écotaxe, oui à la taxe des volets fermés !

Que toute taxe ou impôt prélevé en Bretagne reste en Bretagne

Connaissez-vous la taxe à l'essieu? l'écotaxe sera une taxe de plus dans les sacoches alourdies des transporteurs français et étendue ensuite à l'ensemble des automobilistes...NON à l'ECOTAXE !!!! La gratuité de nos routes ! Exigée par Anne de Bretagne !

Je trouve dommage que l'on nous prenne tous nos acquis, ceux de nos parents les nôtres, que restera t'il pour nos enfants petits enfants ? L'écotaxe c'est le transport - mais je crois surtout que l'on vise aussi le petit particulier pour nous faire payer les autoroutes bretonnes, alors que c'était un acquis instauré par Anne de Bretagne et que les routes bretonnes ne seraient jamais payantes.

Que toute taxe ou impôt prélevé en Bretagne reste en Bretagne

Ecotaxe actuelle : racket des entreprises

Les routes bretonnes doivent rester gratuites pour tous les véhicules !

S'il faut une taxe sur les transports, taxer les bateaux qui viennent de Chine au lieu de se tirer une balle dans le pied avec l'écotaxe.

Pas d'écotaxe en Bretagne pour les poids-lourds et forcément pas pour les moins de 3t5 non plus, car c'est tout qui va augmenter derrière. Au niveau pollution cela ne changera rien car les + de 3t5 iront sur les petites routes, les villages, les bourgs, donc plus dangereux et surconsommation de carburant donc plus de pollution.

JE REFUSE cet ECOTAXE de malheur qui n'est qu'un boulet supplémentaire aux entreprises du transport mais aussi de tous les secteurs.

Suppression des portiques Ecotaxe afin de permettre aux entreprises de la Zone euro d'être compétitives.

Proposition unique

Suppression pure et simple de l'écotaxe.

2 - Libérer les énergies et soutenir l'emploi par l'allègement des charges et des contraintes administratives.

Il faut simplifier les démarches administratives en dénonçant les abus et les complexités entretenus par les administrations, les collectivités, les communautés de communes.... On retrouve des redondances de services qui coûtent très cher aux PME et aux contribuables.

LIBERONS LES ENERGIES : il faut rééquilibrer les richesses en Bretagne, en favorisant ceux qui les génèrent et non ceux qui en profitent. Les entreprises bretonnes, qu'elles soient personnelles ou non, doivent d'abord pouvoir se développer avant d'être taxées.

je me suis, à plusieurs reprises et encore actuellement, investi dans des missions pour l'administration de l'état. Depuis 10 ans, je suis toujours en situation précaire car je refuse de passer les concours dont la réussite, pour être titulaire, m'obligerait à quitter ma région natale. Je veux mettre mes compétences au service de mes concitoyens bretons, pour ma région. Je refuse de quitter ma terre !

Il faut préserver la solidarité à tous les niveaux et l'esprit du **TRAVAILLER ENSEMBLE**.

Il faut arrêter de tout vouloir réglementer et nous laisser vivre libres! Arrêter de noyer les gens sous des paperasseries, qui prennent un temps fou et ne rapportent qu'à ceux qui sont payés pour les pondre! Qu'on nous fiche la paix, en nous laissant travailler!

Arrêter d'exiger des mises aux normes débilés dans tous les domaines, qui cassent l'esprit d'entreprise et découragent les "petites structures", quelles qu'elles soient, au profit des grosses. Comment oser s'installer, et créer par là même son propre emploi, si on doit se soumettre à des tracasseries administratives sans fin !

J'ai un enfant atteint de handicap. Tous les ans nous devons remplir un dossier (le même), une année c'est pour le renouvellement d'AVS, une autre c'est pour le projet de scolarité, une autre pour l'allocation d'éducation spécialisée. Je pense que ces démarches pourraient être allégées tout simplement en faisant remplir un projet de vie avec les équipes qui entourent l'enfant.

Dans mon métier de chauffeur routier je dois respecter la législation européenne mais aussi la française qui est plus contraignante. La Bretagne doit se prendre en charge et arrêter de suivre des normes inutiles qui mettent en danger la santé financière des entreprises.

Enfin de l'action pour sauver l'économie Bretonne !
Ras le bol de nous prendre pour des Pigeons.
Sauvons l'Avenir de nos enfants ! Tous ensemble.

Innovation, recherche et transfert de technologie. Mes constats :

1- Individualisation des recherches par branche ou organe de recherche 2- Poids des contraintes de production (normes toujours changeantes, culture du secret et du non-échange) 3- obstacles financiers (marges réduites, aides soumises à des contraintes diverses ..) 4- Obstacles administratifs (code des marchés publics, bureaucratie financière...) 5- Insuffisance de la protection des innovations (détournement, spoliations..) 6- Excès de formalisme administratif

Propositions remarquables

La France doit s'inspirer du modèle décentralisé des autres pays Européens et porter progressivement de 1 milliard à 30 milliards notre budget régional, ce qui permettrait de réaliser les grandes réformes internes attendues par les Bretons. En contrepartie cette libération de nos énergies sera aussi profitable à l'économie française, surtout avec une grande Région Bretagne réunifiée.

3 - En finir avec le dumping social et les distorsions de concurrence en Europe

Notre économie n'est plus compétitive face aux charges et au temps de travail des salariés pour maintenir des entreprises en France.

Même l'Allemagne peut subir des délocalisations vers la Russie (pour le porc) alors qu'elle bénéficie de coûts de production faible (main d'oeuvre étrangère).

Les éleveurs qui s'en sortent travaillent beaucoup (12 h/j) voire même leurs enfants dès qu'ils peuvent (8-10 ans) = esclavage moderne silencieux à perte.

SONIA, 37ans, mariée, 1 enfant, travaillant dans l'agro-alimentaire depuis 19 ans. Je suis partisane des bonnets rouges depuis le tout premier jour. Je suis contre toutes ces TAXES qui finissent par nous appauvrir... Je suis contre cette concurrence déloyale de l'Allemagne qui embauche de la main d'oeuvre étrangère à moindre coût. "L'ESCLAVAGE MODERNE". et qui ferme nos usines jour après jour.

Au niveau économique : liberté de décider avec qui, quels pays les Bretons peuvent commercer sans en référer à l'autorisation de Paris, de décider de nos choix économiques, énergétiques en lien avec nos ressources naturelles, nos productions, dans le nécessaire respect de notre pays, de son environnement.....

En finir avec les distorsions de concurrence et le dumping social qui plombe l'emploi en Bretagne.

On peut se féliciter d'être dans l'excellence en terme de production et en produits transformé puisque les normes françaises sont de loin beaucoup plus contraignantes, des coût de production plus élevés, une main-d'oeuvre plus chère, un temps de travail plus court et le reste Nous sommes en train de nous déconnecter de l'Europe. Il faut à tout prix que les mentions d'origine soient indiquées sur tous les produits et pas que sur les produits frais.

Dénoncé depuis des décennies, le dumping social est inadmissible dans une unité économique comme l'UE.

Moi qui suis encore jeune (14) Je suis venu ici aujourd'hui pour avoir à l'avenir un véritable emploi !!

Les contrôles ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Souhait que les contrôles soient aussi exigeants dans tous les pays. La différence de traitement est mal vécue par les agriculteurs sur le territoire français. Ils se trouvent trop souvent aux prises avec une administration qui accumule les lourdeurs administratives. Le temps que les décisions soient prises sur des demandes de financement pour mise aux normes, cela met en difficulté les agriculteurs.

Propositions remarquables

Forcer les décideurs européens (élus et non élus) à harmoniser les législations sociales au sein de l'UE. Instauration d'un SMIC européen.

Acheter local ou breton. Boycotter les produits liés au dumping social

Empêcher les produits maudits d'être vendus en Bretagne

4 - Relocaliser les décisions et les pouvoirs économiques en Bretagne

Le littoral Breton qui représente actuellement 60% de la pêche française doit s'auto-protéger du pillage européen. C'est le futur comité régional des pêches qui doit autoriser ou non des bateaux européens dans ses eaux.

Discipliner les grandes surfaces. En effet, les grandes surfaces sont la cause de la perte d'emplois innombrables dans le petit commerce, et la mort des petits producteurs. Exigeons qu'elles achètent des produits socialement propres, garantis sans « main-d'œuvre low-cost » Et que leurs critères commerciaux ne soient pas basés exclusivement sur les prix bas payés aux producteurs

Création d'une zone franche : subventions et baisse Tva sur certains projets de développement créateurs de richesses et d'emplois.

Faire une BRETAGNE unie et fière c'est une BRETAGNE qui se respecte et qui fait confiance aux bretons acteurs de notre belle région. Faire travailler nos artisans nos commerçants, respecter nos agriculteurs et nos marins, avec un patronat breton non véreux, nous ferons marcher nos usines. Moi je crois que tous ensemble nous arriverons à créer une meilleure vie à nos enfants et petits-enfants. C'EST MAINTENANT CAR REZORE REZORE.

Dévolution de la compétence économique à la Région, avec le budget correspondant (sans passer par la case Paris). Passage de 12% à 60% d'autonomie financière pour la Bretagne.

L'initiative privée, enracinée sur un socle culturel en toile de fond du bien public doit faire l'objet d'une réglementation souple et incitative dans l'objectif immédiat de créer des emplois localement tout en l'ouvrant à la France, à l'Europe et au monde.

L'emploi est capital pour maintenir sur place les jeunes Bretons qui aujourd'hui sont trop nombreux à devoir quitter la Bretagne. Pour maintenir et développer l'emploi, la Bretagne a besoin de soutenir l'esprit d'entreprise. Pour cela, il faut des conditions favorables aux entreprises, des projets, des idées innovantes, des capitaux valorisés sur place ou des investissements internationaux, ainsi qu'une politique de formation qui réponde aux besoins des activités économiques.

Instauration d'un Breizh Small Business act qui permet aux collectivités territoriales de réserver 33% du montant des appels d'offres aux PME locales.

Pourquoi les marins bretons de l'offshore doivent-ils se déplacer à Paris pour une visite médicale (habilitée OG UK) alors que nous avons des médecins des gens de mer dans chaque port breton. Pourquoi devons-nous refaire valider nos certificats offshore en Ecosse ou Norvège alors qu'il y a un centre de sauvetage à St MALO.

En régionalisant les affaires maritimes et l'enseignement maritime, donnons-nous les moyens pour répondre aux besoins du futur (EMR, sauvetage, offshore), dynamisons les moyens actuels pour attirer les jeunes vers des métiers rémunérateurs et enrichissants.

Propositions remarquables

Création d'une zone franche en Centre Bretagne

Un Small Business Act breton

Favoriser la transmission des entreprises à des repreneurs locaux ou à des salariés.

5 - Développer des infrastructures et des modes alternatifs de transport avec un rééquilibrage Ouest/Est

Développer le transport côtier par cabotage (autant que faire se peut), sur l'exemple du cabotage allemand le long des côtes de la Baltique.

Installation d'un port en eau profonde à Plouguiel, pour pouvoir accueillir des navires de type caboteurs, carferries, transports de camions, voitures... Quai économique de type Roll on-Roll off, wharf américain. Coexistence possible entre commerce, plaisance-tourisme et pêche. De nombreux exemples existent (Falmouth, GB). Rapidement cela représenterait des dizaines d'emplois.

Remettre en état le canal de Nantes à Brest. Le moderniser, il peut servir.

Repenser le système de transport routier régional en lui réservant plutôt, et progressivement, les réseaux internes à la Bretagne ; réduire le diesel ; privilégier le ferroutage pour les longues distances ; créer des pôles qui rassemblent des plateformes de production (légumières, logistiques, etc.), des transporteurs et une gare de ferroutage [le coût d'une plateforme est de moins de 10 millions d'Euros].

Il faut des MOYENS DE COMMUNICATION pour désenclaver notre pays breton. Un TGV, un vrai qui mette la Bretagne, ma Bretagne finistérienne, à 3 heures de Paris. Idem pour les transports aériens Easy Jet a fermé boutique à l'aéroport de Brest, ne reste que Air France.

Mettre des villes moyennes et centrées (je pense à Carhaix, ou Loudéac par exemple) à une heure maxi de Brest, Quimper, Vannes ou St Briec.

Mettre fin au monopole Air France, au coût exorbitant pour les bretons, sur les lignes aériennes du Finistère vers Paris.

Maitriser les transports terrestres avec le ferroutage - Créer à Brest un grand port dédié aux containers

Développer le dernier tronçon de chemin de fer pour que le port de Roscoff soit directement desservi serait aussi une bonne chose. Le ferroutage n'est pas une préoccupation majeure de l'Etat, et ce, malgré l'écotaxe (au fait pourquoi n'ont-ils pas mis de portails sur les autoroutes??).

Développer les lignes ferroviaires entre les petites villes (par exemple : Carhaix Rosporden, ça existe pendant les vieilles charrues).

Propositions remarquables

Développer le cabotage.

Un port dans le Trégor, à Keraret (Plouguiel)

Une ligne aérienne low-cost entre Brest et Paris

Du ferroutage en Bretagne, avec les entreprises bretonnes.

6 - Appropriation par les Bretons de la filière énergie et développement des énergies renouvelables

Aider les citoyens à investir dans l'énergie. Création de coopératives d'énergie (production énergie éolienne, hydraulique, solaire, géothermique). Pour que l'énergie redevienne propriété du peuple et non pas de grands groupes financiers comme c'est le cas aujourd'hui.

Je souhaite que la Bretagne exploite toutes ses possibilités en matière d'énergies renouvelables (éolien, hydrolien...), pour son indépendance énergétique.

Les lotisseurs proposent des terrains avec assainissement, raccordement électrique au réseau EDF, etc... mais pourquoi ne pourrait-on pas proposer des lotissements avec des centrales de production électrique locales (autour des énergies renouvelables) en partie à la charge des habitants d'un lotissement? La réflexion ne doit plus être individualisée mais commune.

La Guadeloupe prétend maintenant pouvoir atteindre l'autonomie énergétique d'ici 2020! Regardons le chemin parcouru par la Galice en 20 ans dans le domaine...

Indépendance énergétique et création d'un opérateur public / privé régional.

Nos ressources naturelles existent, le soleil, l'éolien et l'hydrolien. Mais pour que ces énergies se développent, il faut réfléchir autrement: ne plus réfléchir dans une industrie éloignée des usagers. D'où vient l'énergie électrique pour les habitants de Basse-Bretagne? Une production distribuée et localisée au plus proche des usagers serait certainement la plus efficace, mais comment?

Les énergies envisagées à considérer sont l'éolien, l'hydrolien, la biomasse et le solaire. Mais qui peut faire que les énergies alternatives au nucléaire puissent voir le jour et se développer ? L'Etat, normalement oui, mais pas pour demain, seule la région peut s'imposer dans cette démarche et demander à lancer un plan d'urgence pour aller vers une indépendance énergétique et ainsi mettre sur pieds un opérateur régional énergétique public / privé.

Un plan énergie adapté à la Bretagne, favorisant les économies d'énergie et les énergies renouvelables, avec une production décentralisée au plus près du consommateur.

Nous sommes pour produire nos énergies renouvelables mais contre le fait de les revendre à EDF. Plutôt un système de compteur en + ou - comme cela se fait au Danemark depuis plus de 50 ans déjà.

J'aimerais que la Bretagne développe les énergies propres et renouvelables, le développement durable, que l'on arrête d'empoisonner notre bonne terre, notre mer, notre air, la planète toute entière, pour nous, mais surtout pour nos enfants, pour nos petits-enfants, ...

Propositions remarquables

Créer des coopératives locales de production d'énergie

Fournir aux Bretons, par des circuits courts, de l'énergie produite localement. Supprimer les réglementations qui empêchent cela.

Valoriser la biomasse (déchets verts et agricoles, lisier, algues, bords de route,...)

Ne plus dépendre, pour notre énergie, des grandes entreprises publiques ou privées sur lesquels nous n'avons aucun contrôle.

7 - Relocaliser la finance

Promouvoir le regroupement en coopératives, groupes d'investissement dans de nombreux domaines : production industrielle, agricole, pêche, production d'énergie, banques.

Il faut privilégier fiscalement les structures issues de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et inciter et aider les structures qui ne le sont pas à le devenir.

De retour récemment en France pour les fêtes et ayant suivi de loin (je suis désormais en Chine) les revendications des Bonnets Rouges, je reste consterné par le drainage des finances de tous les Français par l'état, les banques, les grandes enseignes (Carrefour,...). Les services bancaires sont payants en France mais gratuits dans beaucoup de pays (cela inclut la gestion par internet et une carte bancaire).

Il nous faut obtenir que le "politique" retrouve les moyens de maîtriser le capitalisme sauvage afin que l'argent soit au service du peuple et non le contraire.

Je me suis inscrit dans le collectif des bonnets rouges du Pays d'Iroise et je voulais vous soumettre une idée qui me tenait à cœur pour redynamiser les échanges commerciaux locaux. Il me semble important que la région Bretagne se dote d'une monnaie "régionale" complémentaire comme, entre autres et pour exemples La sardine du Pays de Concarneau ou Le Gwennec à Guingamp.

Bonjour, tout d'abord, merci pour votre action. Je suis chef d'entreprise et souhaiterais que les cotisations tant salariales que patronales ne soient plus collectées au niveau national, mais régional. Je souhaiterais aussi pouvoir me passer d'avantage de ma banque, pouvoir généraliser l'échange de service, comme cela existe déjà, mais pouvoir le faire plus facilement, plus couramment.

Que les impôts payés par les Bretons reviennent en Bretagne ! (Système des landers Allemands).

Mise en place d'un fonds participatif type crowdfunding destiné à financer des mini-projets en industrie agro-alimentaires positionnés dans le haut de gamme, projets avalisés par des pairs. ex:arpeb...

Il nous faut une banque d'investissement bretonne et alléger la réglementation française. Toutes les normes imposées par l'Europe et surenchères par la France freinent le développement économique et ont un coût pour notre économie.

Il y a Bretagne une absence de BANQUES régionales autonomes. On constate également la quasi absence des épargnants bretons en ce qui concerne le financement des PMI/PME de BRETAGNE. La réforme bancaire doit s'accompagner de la création d'un FONDS BRETON d'INVESTISSEMENT (FBI)

Propositions remarquables

Créer une monnaie régionale

Multiplier les échanges sans argent (troc, ...)

Une banque régionale autonome ou un fonds d'investissement, mettant l'argent des Bretons au service de l'économie régionale.

Un crowdfunding breton

8 - Officialiser la langue et la culture bretonnes

Je ne veux pas d'une Bretagne (qui n'en serais plus une) à la New yorkaise sans identité, noyée dans un cosmopolitisme dont la seule culture commune serait celle de l'argent et de la marchandise.

Création d'une académie de la langue bretonne en plus de l'Office Public de la Langue Bretonne en impliquant les universités et le monde culturel (Dastum, écrivains, enseignants).

Un enseignement de notre histoire et une initiation à notre culture doit être mis en place de façon obligatoire dans l'Education Nationale. La Bretagne doit aussi retrouver ses frontières historiques. Son avenir s'écrit à 5 départements

L'enseignement obligatoire à l'école de l'Histoire de la Bretagne - version Bretonne - PAS LA VERSION FRANCAISE REVISIONNISTE. (Un Anglais naturalisé Breton)

Exiger l'élection au suffrage universel du recteur d'Académie et d'un conseil rectoral d'éducation l'entourant.

Ratification de la Charte européenne des langues régionales (promesse no. 56 du candidat Hollande), et que cette charte ne soit pas une charte au rabais. La France, par la main du premier ministre Jospin, n'a signé qu'une demi charte à vrai dire.

Evit ma vo Breizh ur vro gaer, kengred enniñ, bleunius ha digor war ar bed . Naoned e Breizh . Brezhoneg e penn ar jeu

Mon père est allé à l'école. Il fallait parler français. Or, il n'avait appris que le breton à la maison. Alors, il a fallu qu'il apprenne rapidement la langue de la République, pour éviter les punitions. Mon père ne m'a pas transmis sa langue maternelle, qui aurait du être l'une des miennes. Aujourd'hui, j'apprends toute seule la langue de mes racines, que Paris m'a volé. Paris m'a volé aussi une partie de moi-même : mon identité. Cette chose à la base de la construction de soi-même. Mais je sais que dans chaque épreuve se cache un cadeau : aujourd'hui je travaille sur mon identité, et ma détermination à faire connaissance avec mes racines est d'autant plus forte. Alors, merci Paris : un peu de rancune envers Toi, qui me rend encore plus forte pour continuer. Et je crois que je ne suis pas la seule. Alors Attention Paris, car l'Union fait la Force.

Sensibiliser la jeunesse au patrimoine historique et culturel breton, qui s'inscrit dans le patrimoine de l'humanité, pour une meilleure prise de conscience de leurs droits et de leurs devoirs.

La reconnaissance officielle de la langue bretonne et des cultures de Haute et Basse Bretagne. L'enseignement généralisé du et en breton en Basse-Bretagne et pour ceux qui le veulent en Haute Bretagne. L'enseignement généralisé de l'histoire de Bretagne dans une analyse réellement bretonne et la plus objective possible.

Propositions remarquables

La langue bretonne pour tous, en particulier à l'école

Enseignement obligatoire de l'histoire de Bretagne.

Régionalisation de l'Education Nationale.

Régionalisation des institutions liées à l'art et aux métiers artistiques

9 - Renforcer l'expérimentation, le dialogue, la transparence et le « vivre ensemble » en Bretagne

Dav eo Respektañ al laBourerien. Toud zo graet evid ober Droug deho! Sinet : eur peizant SKuizH.

Recherche d'un nouveau consensus breton
Nous devons élargir le spectre de nos interventions en tant que Bonnets Rouges, de sorte à pouvoir parler de ce qui préoccupe certains de nos concitoyens, mais peut-être sur d'autres points que ceux des BR : entre autres dans le domaine de l'environnement, la culture, l'énergie.

Il faut que les mairies mettent en chantier des logements partagés pour des personnes voulant vivre ensemble pour diminuer les coûts mais aussi favoriser les relations. Pourquoi pas des personnes âgées avec des jeunes?

Ma doléance principale consiste à signifier aux pouvoirs publics qu'on attend d'eux qu'ils sachent échanger, discuter, négocier au lieu d'imposer des choses par la force ou de traiter des doléances par le mépris

Que peuvent faire les agriculteurs dans le domaine environnemental ?
Que peuvent accepter les écologistes comme activités économiques ?

Nous, agriculteurs, nous n'acceptons plus les contrôles vexatoires, pour ne pas dire humiliants, d'une administration qui par ailleurs a déjà toutes les informations utiles et nécessaires en plusieurs exemplaires pour savoir ce qu'il en est. Enfin, je n'accepte plus que chaque jour un agriculteur mette fin à ses jours dans l'indifférence la plus totale. Oui je veux vivre, travailler et vivre de mon travail, et décider en Bretagne pour les bretons. Pour moi, et pour mes fils.

" Vivre, travailler et DECIDER au pays " De ces trois mots le plus importants est évidemment DECIDER au pays !

Le droit à l'expérimentation : important d'en détailler le contenu point par point. Important d'en chiffrer les budgets et donc un nouveau mode de récolte, des impôts pour une région Bretagne entière forte. Que la France nous redonne les clés de la Bretagne qu'elle nous a volées.

Ce qui me gêne en tant qu'ancien maire, c'est de voir des élus qui gaspillent l'argent public. Il doit y avoir "engagement signé des élus" pour ne pas augmenter les impôts locaux plus que le coût de la vie.

Principe de subsidiarité = tout ce qui peut être géré à l'échelle du territoire doit être géré à l'échelle du territoire.

SOLIDARITE avec nos paysans qui nous nourrissent et entretiennent nos paysages,
SOLIDARITE avec nos marins, ambassadeurs de la Bretagne sur les mers,
SOLIDARITE avec nos artisans qui par leur savoir-faire façonnent notre quotidien,
SOLIDARITE avec les transporteurs qui relient les hommes entre eux,
SOLIDARITE avec les ouvriers / employés sans qui rien ne seraient possible,
SOLIDARITE avec les précaires qui souffrent en silence
SOLIDAIRES pour une BRETAGNE où il est possible de CIRCULER GRATUITEMENT !!!

Propositions remarquables

**Instaurer le dialogue et le respect entre les Bretons, qui ont des intérêts contradictoires.
Arrêter de harceler les paysans.**

Transparence des comptes publics locaux

Mettre en place des expérimentations quand les réglementations ne profitent à personne.

10 - Doter la Bretagne de ses propres médias audiovisuels et numériques

France 3 Bretagne a coûté 32 millions d'euro en 2010, tout ça pour quelques heures de décrochages régionaux par semaine...

BBC Alba, chaîne écossaise, a coûté autour de 12 millions d'euro en 2009 pour une chaîne de plein exercice.

On continue avec les dépenses folles ou on change de système ?

Pour une redevance régionale.

le développement de médias indépendants et publics en breton (presse, télévision, radio, internet...).

Une télévision et des radios en breton et en gallo, consacré à la langue et la culture bretonne.

Création de moyens télévisuels et radiophoniques bretons couvrant l'ensemble du territoire breton c.a.d les 5 départements actuels

Une chaîne de télévision libre régionale et publique (comme S4C en pays de Galles). Un forum serait créé pour que tous les Bretons débattent de leur futur pour se redécouvrir, en entrant ainsi dans le maximum de foyers bretons.

SACEM & SPRE

Concernant les collectivités, associations, entreprises, commerçants et artisans qui diffusent de la musique sur leurs lieux professionnels :

Nous demandons de mettre fin au monopole de la SACEM dans le recouvrement des droits d'auteur (non pas que les Bonnets Rouges soient opposés à la propriété intellectuelle, mais non réclamons qu'il y ait un vrai secteur concurrentiel).

Dans un premier temps, en attendant que l'État fasse une proposition crédible, nous exigeons que le taux de recouvrement soit réduit de moitié (moins 20% sur toutes factures) sachant que les frais de gestion s'élèvent à 40% aujourd'hui. Cette mesure ne lésera pas les auteurs-compositeurs et éditeurs de musique puisque nous ne diminuons que les frais de gestion.

Il en serait de même pour la SPRE et tout organisme similaire (cela aura pour mérite de fédérer et de mettre un éclairage sur ces organismes peu transparents qui brassent énormément d'argent).

Toute facture devra donc être diminuée de 20% dès maintenant.

Chaîne généraliste publique bretonne en langue bretonne à 80% (20% en français) -Création d'une part régionale sur la redevance audiovisuelle (des 5 départements) à hauteur de 50%, les 50 autres % étant reversés au niveau national. (A ma connaissance 125 millions d'euros de redevance bretonne actuelle feraient pour la Bretagne une dotation annuelle de 62.5 millions d'euros, de quoi mettre aisément en place les 4 services précités.)

Propositions remarquables

Radio : Depuis plus de 15 ans, le CSA privilégie l'attribution de fréquences FM disponibles en Bretagne à des réseaux parisiens privés et publics. Toutes les fréquences arrivant à échéance ou toute nouvelle fréquence créée devront être proposées et attribuées aux opérateurs locaux historiques afin de leur assurer une activité pérenne.

Casser le monopole de la SACEM

Mise en place d'un service public breton de radio et télévision sur les 5 départements.

Développer les médias internet bretons

11 - Une Bretagne forte à 5 départements avec relocalisation des décisions politiques

L'avenir de la Bretagne est celui d'une collectivité autonome, bilingue voire trilingue (les Finlandais le sont bien) plongée dans un réseau de synergie avec la France et directement partie d'une Europe Etat. C'est une Bretagne qui aura appris à valoriser ses productions notamment agricoles en harmonie avec son environnement et ses autres industries. Les premières urgences - la réunification pour atteindre la population du Danemark, la taille de la Belgique ou le PIB de la Hongrie. - la création d'un établissement public regroupant les 3 métropoles et les communes de plus de 10.000 habitants pour créer des synergies au niveau du territoire - la dévolution progressive du pouvoir réglementaire en commençant par la fiscalité de proximité, l'action économique, les attributions linguistiques et l'enseignement - la suppression des entraves à la circulation - l'établissement de règles du travail compréhensibles pour les petites et moyennes entreprises - la fusion des départements et de la région - la constitution de communautés de communes au niveau des "pays"

Que les cotisations sociales de SS restent en Bretagne
Que la Sécurité Sociale ait un fonctionnement régionalisé

Organisation des concours de recrutement de la Fonction publique d'Etat au niveau régional

J'aimerais aussi que les décisions qui concernent la Bretagne, soient prises en Bretagne, par des Bretons et non pas par des Parisiens qui n'ont que pour horizon leur bureau ou le périph.

Nous aimerions que la Maison des Artistes qui est l'organisme qui gère la Sécurité sociale et aussi les droits d'auteur de nos professionnels, soit basée à Rennes plutôt qu'à Paris. Nous aimerions un organisme qui s'occupe de TOUS les artistes quels que soient leur choix artistique et leur technique.

Audit sérieux sur l'économie de la Bretagne. Débit / Crédit vis à vis de la France

Pouvoir législatif dans toutes les compétences non-régaliennes

Encore une fois autonomie, autodétermination, rime avec démocratie. (Charte des Nations Unies, chapitres XI, XII et XIII.)

Commencer par la reconnaissance du peuple breton, de sa langue et de son histoire, le retour chez nous de la Loire Atlantique. Réorganiser un parlement, démocrate et fédéraliste, avec pouvoir de juridiction et de fiscalité. Réformer entièrement le système des fonctions publiques avec devoir de résultats. Contrôler les revenus du territoire et l'économie, participer aux décisions politiques à l'échelle européenne et internationale. Contrôler l'aménagement territorial de la Bretagne au gré de ses spécificités et de ses exigences au profit des populations et non des intérêts des spéculateurs. Encourager efficacement les initiatives privées et collectives et développer l'artisanat.

Propositions remarquables

Une région « Bretagne » dans sa réalité historique, incluant la Loire Atlantique

Un parlement breton avec pouvoir législatif, à l'image de ce qui existe à peu près partout ailleurs (Landers allemands, Ecosse, Catalogne, etc.)

La dévolution progressive du pouvoir réglementaire en commençant par la fiscalité de proximité, l'action économique, les attributions linguistiques et l'enseignement.

Une autonomie de la Sécurité Sociale en Bretagne, comme cela existe en Alsace.

Régionalisation de la collecte des taxes et des impôts

La démarche

Avec les cahiers de doléances, les Bonnets Rouges ont initié une démarche qui s'inscrit dans la durée :

- Recueillir les revendications et les espoirs des Bretons
- Restituer l'aspiration populaire de façon synthétique et compréhensible par tous
- Identifier les revendications consensuelles, qui structureront la Bretagne de demain
- Porter ces revendications au niveau adéquat, ou les mettre en œuvre nous-mêmes

Cette démarche n'a rien d'extraordinaire. Elle devrait être à la base de toute construction démocratique. Dans le futur, on s'étonnera qu'il ait fallu attendre le XXI^e siècle et le mouvement des Bonnets Rouges pour la mettre en place.

La plupart des contributions individuelles ou collectives contiennent plusieurs doléances, jusqu'à 35 pour une seule contribution. Sur 3000 contributions environ, nous avons compté plus de 14 000 doléances.

Nous avons encore des progrès à faire. Pour cette première série, nous avons omis de demander aux auteurs des renseignements sur eux-mêmes, ainsi que de noter le jour et la circonstance. Ces améliorations seront mises en place pour les rééditions de cette opération.

A partir de l'ensemble des textes obtenus, nous avons utilisé plusieurs méthodes d'analyse, afin que le résultat ne soit pas biaisé par une méthode particulière.



1 – Le classement en catégories :

Nous avons classé les doléances bretonnes en 4 catégories. Les catégories sont liées à la forme du message, et à qui il est adressé.

- ✓ **Les cris.** Ce sont des coups de gueule (« *Hollande démission !* », « *banquiers pourris !* ») ou des invectives qui ne sont adressés à personne en particulier (« *Re zo re !* », « *Vive la Bretagne libre !* »). Les cris représentent 11% du total des doléances
- ✓ **Les témoignages.** Ils décrivent une histoire personnelle qui illustre souvent une situation émouvante ou alarmante (« *Je suis aide-soignante et j'ai vu ...* »). Les témoignages représentent 4% du total des doléances.
- ✓ **Les revendications.** Elles peuvent être adressées à des institutions (locales, régionales, étatiques, européennes) ou à des puissances économiques ou financières (banques, grande distribution, ...). Les revendications adressées à l'État français représentent 33% des doléances. Cela n'a rien d'étonnant, compte tenu de la centralisation des décisions dans le système politique que nous connaissons. Les revendications adressées aux pouvoirs locaux et régionaux représentent 29%, celles qui sont adressées à l'Europe 5% des doléances. Les revendications adressées à des puissances économiques ou financières représentent 2% des doléances.
- ✓ **Les pratiques responsables.** Elles peuvent concerner un appel à tous les Bretons (« *Apprenons le breton à nos enfants* », « *Il faut des réseaux locaux d'épargne solidaire* »...) ou à certaines catégories (paysans, écologistes, chefs d'entreprises, syndicalistes, jeunes, retraités,...). Les pratiques responsables représentent 16% du total des doléances

2 – Le classement en « tags »

Nous avons identifié 23 tags différents. Les tags sont des idées clairement exprimées. De nouveaux tags peuvent apparaître avec de nouvelles doléances. Les tags se rapportent au contenu de la doléance.

Le travail a consisté, non pas à rapporter une doléance à un seul tag, mais à traduire les doléances en tags. Il faut généralement plusieurs tags pour traduire une doléance.

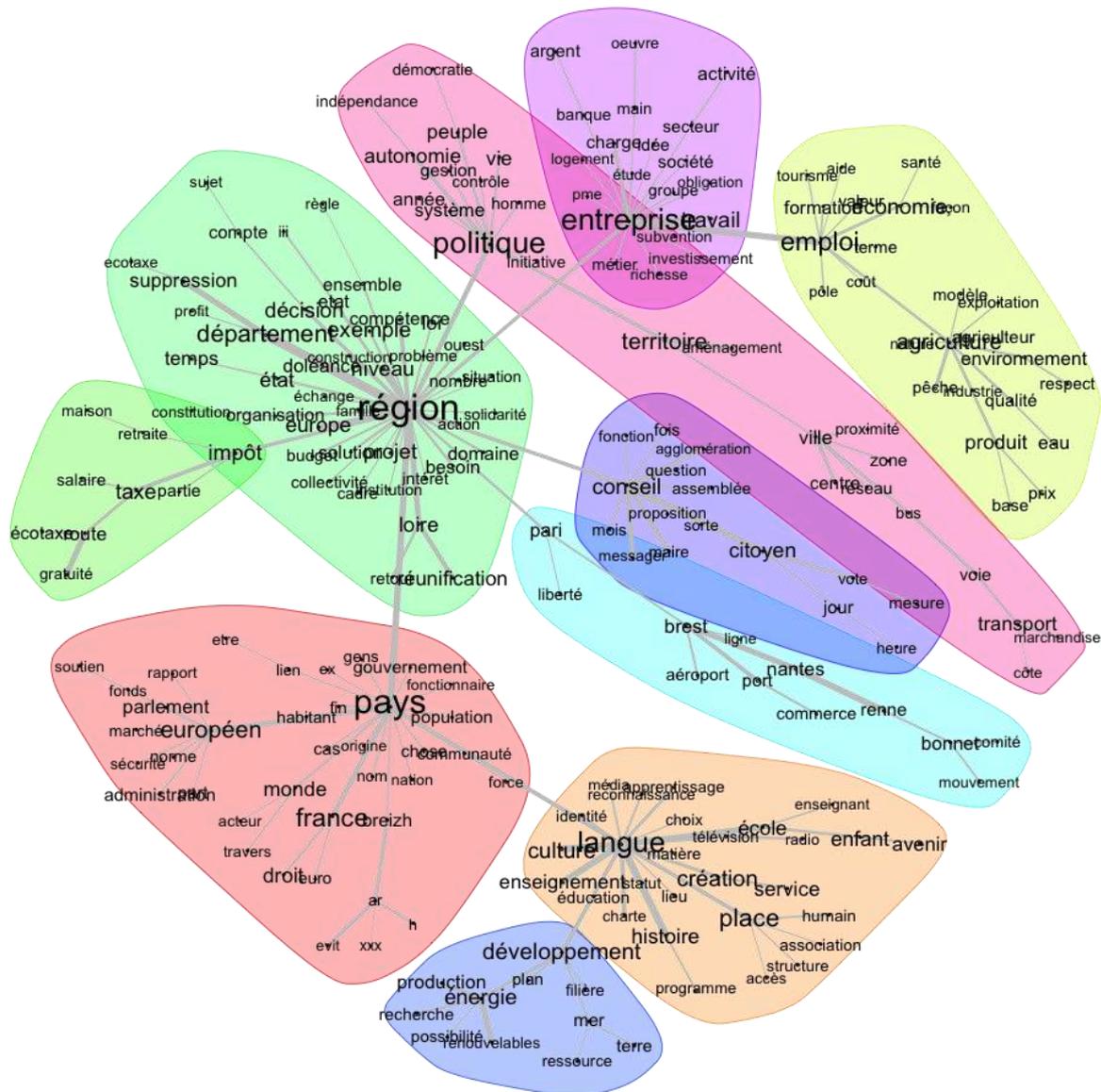
L'objectif, au fil des analyses futures, sera d'en arriver à un ensemble de tags le plus pertinent possible, un peu comme un chef de gouvernement définit des ministères.

Le tag le plus fréquent est « Un statut pour la Bretagne » (12% des tags). Les exemples étrangers (Länders allemands, Ecosse, Catalogne, Pays de Galles) sont cités dans 38% des cas.

Quasiment à égalité (11%) apparaissent :

- ✓ « Fiscalité » (l'écotaxe étant citée dans 60% des cas)
- ✓ « Réunification de la Bretagne ». Ce tag apparaît le plus souvent dans la catégorie des « cris » et dans les contributions qui comportent plusieurs doléances. Il est alors présenté comme un préalable ou une condition de succès.

Communautés sémantiques et relations obtenues en ne prenant que les noms les plus fréquents sur l'ensemble des contributions



Pour les Bretons, la « région » est centrale, du fait de nombreux liens.

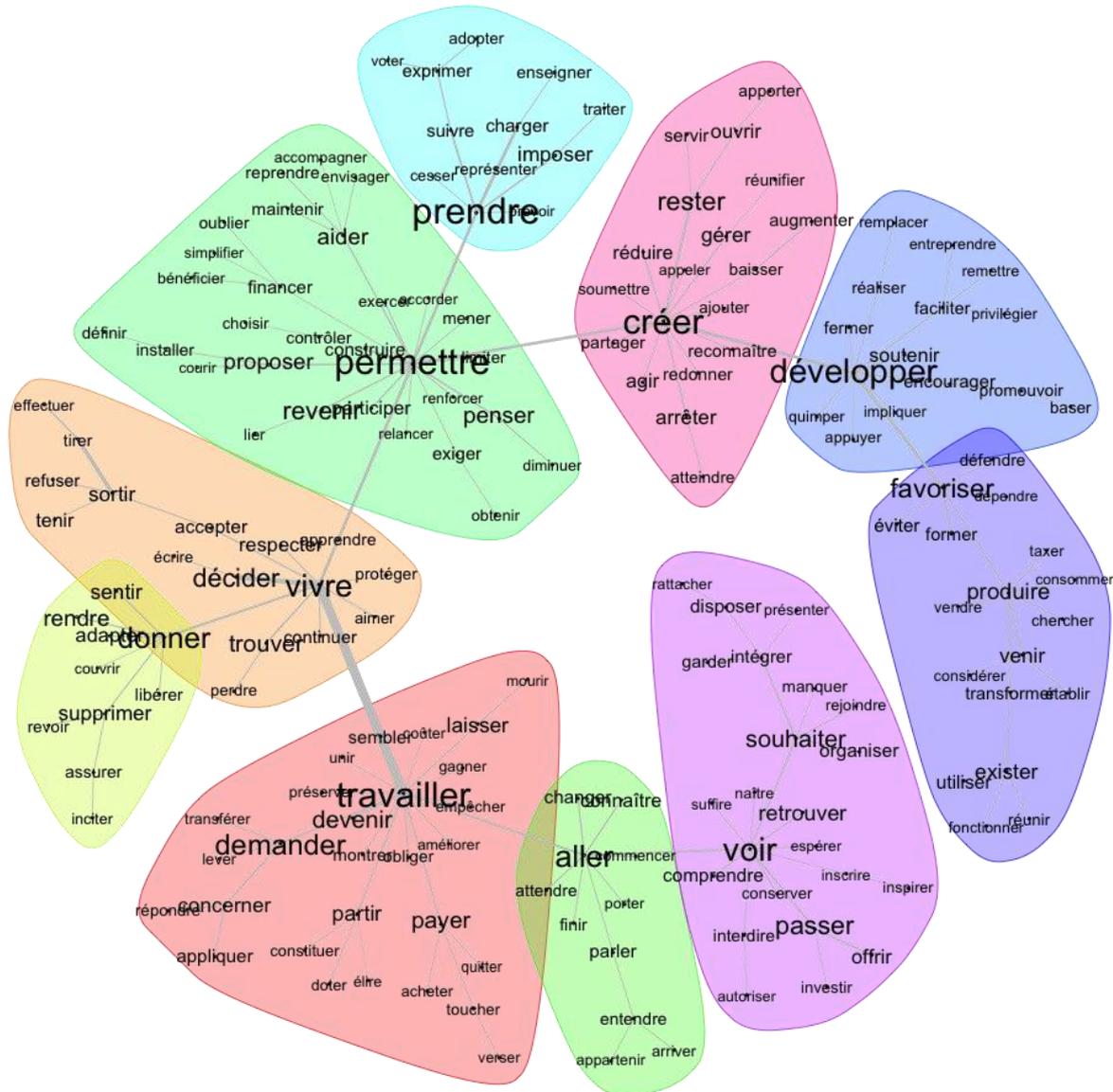
« Assemblée » et « citoyenneté » appartiennent à une communauté sémantique autonome par rapport à celle de « politique ».

« Emploi » et « agriculture » font partie de la même communauté sémantique. Le lien entre « emploi » et « entreprise » est fort, tout comme le lien entre « entreprise » et « région ».

En revanche, « politique » et « emploi » ne sont pas liés.

L'éducation (« langue », « culture », « enseignement ») est lié au « pays » d'une part, au « développement » de l'autre.

Communautés sémantiques et relations obtenues en ne prenant que les verbes les plus fréquents sur les contributions longues (plus de 829 caractères)



Pour les Bretons qui expriment une pensée élaborée, le lien entre « vivre » et « travailler » reste très fort.

Dans la communauté sémantique « vivre », on trouve « décider », mais aussi « respecter », « donner », « protéger », « trouver », « aimer ».

« Créer » n'est pas lié à « travailler ». Il est lié à « développer » d'une part, à « permettre » d'autre part.

4. avril 1789
Seoer

Lef De K. B.
107

Cahier de doléances,

plaintes & Remontrances des Habitans de la Paroisse de Saint Eloi de Courmoulin, au ressort de la Subbaupie Royale de Courmoulin, pour être présentée à l'Assemblée d'iceluy & luy, qui se fera le dix Supérieur mois d'avril 1789, devant & en présence de Mr Dulacourt de Labarre, Subbaupier & premier magistrat aux lieux d'icelle.



Prix : 3,00 €

